

HOROYA

TRAVAIL
JUSTICE
SOLIDARITÉ

25
FRANCS

• BUREAUX, IMPRIMERIE PATRICE LUMUMBA 2^{eme} ETAGE • B. P. 341 - CONAKRY Tél. 51-50

« DANS LE DOMAINE DE LA PRODUCTION AGRICOLE NOUS DEVONS ET POUVONS NOUS SUFFIRE »

TEL EST LE PUISSANT MOT D'ORDRE LANCÉ JEUDI 12 MAI A KISSIDOUGOU
PAR LE SECRETAIRE GENERAL DU P.D.G. LE PRÉSIDENT AH. SÉKOU TOURÉ
A L'OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE SUR LE CAFÉ ET LE PALMIER NAIN

«Dans le domaine de la production agricole, nous devons et pouvons nous suffire» tel est le puissant mot d'ordre lancé jeudi 12 mai à Kissidougou, en Guinée Forestière par le Président Ahmed Sékou Touré Secrétaire Général du P.D.G. dans le discours d'ouverture de la première conférence économique nationale de l'année 1966.

Dans cette allocution chaleureusement acclamée par les délégués, le Chef de l'Etat a évoqué les grandes étapes parcourues par le peuple de Guinée, sur le chemin de son plein épanouissement politique, économique, social et culturel.

«La liberté de la patrie que nous avons arrachée des griffes du colonialisme a-t-il ajouté, doit permettre à notre peuple, et à lui seul, de faire son histoire, de dégager les objectifs, les voies et les moyens de son bonheur.»

C'est cette liberté de conception, de décision et d'application au niveau exclusif du peuple qui est la base fondamentale du régime populaire guinéen et du programme de reconstruction nationale suivis par le P.D.G.

«Les conditions d'une large participation populaire dans lesquelles sont élaborés

nos plans de développement national, nos lois et décisions de toute nature, montrent à quel point le peuple de Guinée exerce effectivement tous les attributs de la souveraineté. Cela veut dire que notre peuple est responsable ; entièrement responsable de son destin. Or, être responsable, c'est être conscient et c'est parce qu'il est conscient de ses lourdes responsabilités vis-à-vis de son propre destin et du destin africain, que le peuple de Guinée, tous les jours renforce ses activités créatrices et multiplie les conditions de la victoire définitive de la Révolution Nationale.»

«Conscience de l'histoire, conscience du développement, conscience de la nécessité du travail, voilà à la fois l'aboutissement et la source des efforts de l'homme et du peuple, tendus vers le progrès.»

«Plus cette conscience de l'histoire, cette volonté de développement et cet amour du travail se renforcent et s'élèvent plus fermement et plus rapidement, le peuple avance dans la voie de la satisfaction de ses légitimes aspirations.»

Le Président Ahmed Sékou Touré a rappelé ici les grandes conférences économiques

qui ont jalonné l'année 1964, notamment celles de Macenta, de Foulaya, de Mamou et de Kankan, qui nous ont permis de cerner avec plus

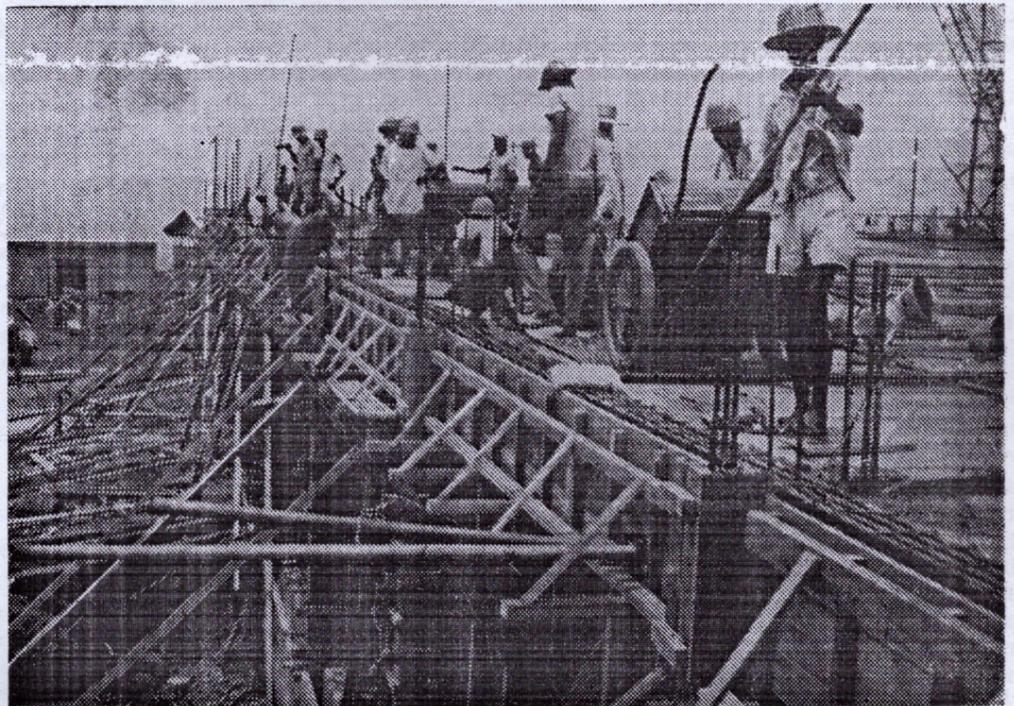
de maîtrise encore, les problèmes de notre développement économique indépendant.

Au cours de ces assises, les

représentants de nos masses laborieuses ont engagé des discussions profondes autour

(Suite page 2)

La Guinée se construit...



Le Palais du peuple prend figure de jour en jour. La main des hommes et leurs cerveaux ont raison de la nature.

« Nos chaleureux encouragements pour la sauvegarde de la Paix »

Message du Président Ahmed Sékou TOURÉ aux dirigeants chinois

A la suite de l'explosion nucléaire réussie de la République Populaire de Chine, le Chef de l'Etat le Président Ahmed Sékou Touré a adressé au Président Liao Chao Chi et au Premier-ministre Chou En Lai, le télégramme suivant :

«Nous avons appris avec un réel plaisir le nouvel exploit scientifique de l'explosion nucléaire chinoise réussie. Nous adressons au peuple ami chinois et par-

ticulièrement à ses savants nos chaleureuses félicitations et nos encouragements pour la sauvegarde de la paix universelle. Nous avons été particulièrement sensibles à votre offre renouvelée de la réunion d'une conférence mondiale pour l'interdiction totale des armes nucléaires et thermonucléaires. Votre déclaration de ne jamais utiliser les premiers de telles armes, honore le peuple chinois et atteste votre volonté de paix.»

REORGANISATION DE LA VILLE DE CONAKRY

Suite de notre précédent numéro

L'étude de la situation actuelle de l'Administration de la ville de Conakry a fait ressortir un certain nombre de problèmes qui ont créé des difficultés au bon fonctionnement de l'Administration de la Région et compromis même dans une certaine mesure sa santé budgétaire. De ce fait, il importe que le Gouvernement

Central accorde une attention toute particulière aux problèmes du développement de la ville de Conakry et à la remise en ordre de différents rouages nécessaires à son fonctionnement.

Les difficultés que le rapport signale proviennent du fait que la Commission a constaté que certaines dépenses relevant normalement de dépenses d'infrastructure et qui devraient être à la charge de certains établissements publics sont effectuées

et assumées par la Région. C'est le cas, notamment, de dépenses incombant normalement à la Société Nationale d'Electricité, à la Société des Eaux et aux Ponts et Chaussées.

Il y a lieu qu'un accord intervienne, à ce niveau, entre les autorités régionales et le Ministère du Développement pour préciser les responsabilités incombant aux uns et aux autres

(Suite page 2)

La Guinée l'Afrique le monde

NOUS DEVONS ET POUVONS NOUS SUFFIRE

(Suite de la première page)

de trois grandes catégories de production agricole et pastorale : la production vivrière, la production d'exportation et la production de ravitaillement de nos jeunes unités industrielles.

Ces conférences ont abouti à la fixation des normes de production pour chaque catégorie considérée, après analyse serrée de nos possibilités et de nos moyens réels.

Ces normes ont ensuite fait l'objet de discussion au niveau des organes de base du Parti et des communautés villageoises avant leur mise en forme définitive.

Le secrétaire général du P.D.G. a exprimé ici la satisfaction du Bureau Politique National et du gouvernement, face à l'élévation énergique de la production agricole nationale issue des décisions de ces congrès économiques.

Le Président Ahmed Sékou Touré a particulièrement félicité les comités de base, les sections et les fédérations du Parti qui, par une organisation rationnelle et une mobilisation conséquentes ont dépassé en un laps de temps relativement court, les normes de production fixées.

Mais, a-t-il poursuivi, l'ambition qui sous-tend notre action révolutionnaire n'est pas de dormir sur nos lauriers, mais d'aller toujours de l'avant, d'être au-devant des problèmes de notre développement, d'édifier notre patrie par nos propres efforts ; d'en faire un élément dynamique du bonheur africain et universel.

Après avoir expliqué la nature et les conditions de fonctionnement de nos unités industrielles, le chef de l'Etat a souligné que des perspectives qui s'ouvrent à l'économie guinéenne, la porteront vers la réelle prospérité à laquelle aspire chaque guinéen.

« Notre plan septennal de développement se déroule dans les meilleures conditions et de nouvelles actions y ont été inscrites en raison du surcroît de nos possibilités.

Dans chaque région de notre pays, s'élèveront bientôt de nouvelles usines puissantes et modernes, appartenant non pas aux monopoles, mais à notre peuple et entièrement mises au service de notre bonheur commun.

Mais, développer l'industrialisation du pays, implique un corollaire indispensable : le développement conséquent de l'agriculture.

Si une usine est le couronnement des efforts mis en oeuvre pour son édification elle est aussi le départ pour de nouveaux efforts. Nos uni-

tés industrielles, en raison aussi du chiffre élevé de la main-d'oeuvre qu'elles réclament et qu'elles puisent dans la paysannerie, nous imposent dès à présent, une meilleure organisation du monde rural, un accroissement encore plus marqué de la production agricole, une qualification de nos méthodes de travail.

Les conditions politiques, économiques, psychologiques et sociales d'un tel travail, existent. Elles ont été créées au mieux de notre entreprise d'édification nationale.

Palmiste, café, coton, tabac, riz, maïs, manioc, igname ; voilà entre autres, autant de produits agricoles qu'il nous faut produire en quantité et en qualité pour asseoir les bases d'une harmonie totale entre l'industrialisation et l'agriculture, enrichir notre alimentation et augmenter notre exportation.

Après avoir fait le point de la situation de chacun de ces produits sur le double plan intérieur et extérieur, le Président Ahmed Sékou Touré a souligné que notre organisation politique, nos objectifs humains, notre terre, les conditions climatiques de notre pays et notre volonté de progrès nous permettent, en un temps très court, d'arrêter toute importation de produits alimentaires de première nécessité.

« La Guinée est aujourd'hui maîtresse de toutes les possibilités d'une révolution économique de portée internationale. Cela signifie que la voie choisie par le P.D.G. est juste, historiquement juste ; qu'elle est populaire et humaine.

Différents sont les Etats africains dominés par le néocolonialisme, où les monopoles prospèrent au détriment de la prospérité du peuple.

Ces Etats sont ceux qu'on appelle en Afrique des « riches pauvres ». Ils ont vendu leur liberté, leurs responsabilités, leur dignité et leurs richesses matérielles et humaines à l'impérialisme, pour quelques billets de banque. L'exemple que donne l'Etat Ivoirien est ici le plus typique. Tandis que quelques fils indignes du peuple Ivoirien se vautrent dans un luxe insolent, le salaire des services rendus à l'impérialisme, tandis que chaque année les monopoles étrangers transfèrent dans leurs comptes en banque des milliards de francs de bénéfice, les masses laborieuses quant à elles, végètent toujours dans la misère du sous-développement.

La terre Ivoirienne certes est riche, et le peuple Ivoirien travailleur. La Guinée

agira et elle le déclare solennellement, afin que toute cette richesse profite au peuple ivoirien et à lui seul. Des choeurs qu'entonnent, radios, journaux et porte-parole de l'impérialisme pour masquer les réalités économiques Ivoiriennes ne trompent plus le peuple ivoirien qui sait que le fait de voir des magasins d'Abidjan regorger d'alcool de toutes sortes et de perruques de toutes dimensions ne signifie rien d'autre que le mépris des besoins fondamentaux du peuple ivoirien.

Le chef de l'Etat a ensuite évoqué la récente provocation à laquelle se sont livrés les troupes ivoiriennes à nos frontières. Il a notamment déclaré à ce propos : « la provocation commise dans la région de Beyla doit être corrigée. Nous invitons fraternellement leurs auteurs à la réparer, sinon l'histoire africaine enregistrera des événements qu'ils auront voulus.

Après avoir souligné que notre peuple n'est aucunement surpris par ce qui se trame à Abidjan avec la complicité de l'indigne chef d'Etat ivoirien, le secrétaire général du P.D.G. a retracé tout le caractère insensé des efforts de l'impérialisme

français d'arrêter la Révolution guinéenne. « L'impérialisme français, a-t-il ajouté, perd son temps. Mieux, par sa haine son acharnement à vouloir empêcher notre peuple de faire la démonstration éclatante de la justesse de la voie choisie le 28 septembre 1958, l'impérialisme nous a aidés à prendre davantage conscience de nos responsabilités et à remplir, avec intrinsèque notre mission : l'accroissement de la lutte libératrice des peuples africains ». Le Président Ah. Sékou Touré a réaffirmé avec force la volonté de chaque guinéen et de chaque guinéenne d'écraser sans faiblesse toute activité subversive dirigée contre notre Révolution.

Le P.D.G. plus qu'hier, est déterminé à répondre aux exigences de l'histoire africaine.

En conclusion de ce discours d'ouverture sans cesse

interrompu d'ovations, le Président, Ahmed Sékou Touré a invité les délégués à faire en sorte que cette première conférence économique de l'année 1960 contribue, avec efficacité, au succès de la grande campagne de production nationale lancée et animée par le Parti Démocratique de Guinée.

Après ce discours inaugural qui a précisé le cadre et les objectifs de la conférence de Kissidougou, les délégués ont commencé vendredi matin leurs travaux sous la présidence du B.P.N. La Conférence a entendu, au cours de cette séance, le rapport général sur la production agricole, présenté par M. Fodéba Kéita, ministre de l'économie rurale et de l'artisanat. Ce rapport a été suivi d'un commentaire du Chef de l'Etat invitant chaque délégué à apporter une contribution de qualité aux débats qui ont commencé dans l'après-midi.

MILITANTS DU P.D.G.
CONSIDEREZ-VOUS COMME SOLDATS !
ORGANISEZ-VOUS !
PRENEZ TOUTES LES INITIATIVES
CREATRICES POUR CONSOLIDER
LES BASES DE LA REVOLUTION !

REORGANISATION DE LA VILLE DE CONAKRY

(Suite de la première page)

quant à la prise en charge de certaines dépenses. De même, certains services qu'effectuait la Région au profit des Fédérations seront pris, désormais, en charge à la fois par ces dernières et les Arrondissements.

Un autre problème et non des moindres auquel est confrontée la population de Conakry est celui de la distribution des denrées, des produits et des marchandises, par le fait que les autorités régionales sont tenues dans l'ignorance pour ce qui est de la répartition de certains biens de consommation ; la Commission suggère que désormais les Fédérations et les autorités régionales soient associées à cette tâche de répartition, ensemble avec les responsables du Ministère du Commerce et de OPEMA, de manière à permettre un contrôle effectif de la distribution. Ce voeu de la Commission vient d'être entendu puisque le Chef de l'Etat a donné des instructions au Ministère du Commerce afin que la distribution des denrées de grande consommation soit laissée à la Région qu'assisteront les deux Fédérations. Dans le même ordre d'idée, les commissions économiques des deux Fédérations se tiendront en étroite liaison avec les autorités régionales qu'elles tiendront informées des modalités de distribution des marchandises, des produits et

des denrées au niveau des comités de base.

La Commission recommande que le Ministère du Commerce informe également la Région Administrative des recettes de saisies et d'amendes enregistrées dans le ressort afin de lui permettre d'établir ses ordres de recettes sur la part qui doit lui revenir, en application des textes. Des instructions, ici également, ont été données au Ministère du Commerce, pour qu'il ait à verser à la Région la part revenant sur ces saisies depuis l'entrée en vigueur des textes.

S'agissant de questions domaniales et de dévolution de terrains, la Commission estime que les autorités régionales doivent être investies de plus grandes responsabilités pour leur permettre d'exercer un meilleur contrôle, ensemble avec les Fédérations, sur l'utilisation et la mise en valeur des parcelles attribuées.

Dans un autre ordre d'idée, pour ce qui est de l'ouverture de bars, débits de boissons et gargotes, la responsabilité présentement assumée par le Ministère du Commerce devrait être restituée à la Région Administrative, en l'occurrence au Gouverneur, qui sera également habilité à prendre les arrêtés d'autorisation, le Ministère du Commerce intérieur restant chargé de veiller seulement sur la régularité des demandes, confor-

mément aux règles en vigueur.

Enfin, la commission a étudié le problème des marchés dont la tenue, la gestion et l'entretien conditionnent la vie sociale de la Capitale. Elle propose l'érection des deux principaux marchés existants (route du Niger et M'Baliala) en marchés centraux dont la gestion doit relever des autorités centrales de la Région. Toutefois, la Commission donne son accord à la spécialisation à l'intérieur de chacun de ces marchés suivant la nature de leurs activités : secteurs à réserver à la viande, aux fruits et légumes, au poisson, etc., etc... Les travaux d'investissement conservés pour l'instant au niveau des autorités centrales de la Région permettront, ensuite, progressivement, d'implanter des marchés dans chaque arrondissement. D'ores et déjà, il est souhaitable que les éventaires qui permettent le petit commerce des marchandises de pacotille et de bimboloterie soit regroupé au niveau des arrondissements, dans un centre spécialisé. Quant aux artisans, une proposition est à l'étude au niveau de la Région Administrative qui doit leur permettre d'écouler leurs produits dans des boutiques spécialisées installées dans les aéroports et les ports, et dont les ventes s'effectueront dans les monnaies étrangères fortes.

(à suivre)

La Guinée l'Afrique le monde

La Station autonome de Sérédou

NOS REPORTAGES

Le complexe industriel

SUITE ET FIN

V. LE COMPLEXE

INDUSTRIEL

C'est au cours du plan Triennal que fut lancé le complexe industriel de Sérédou comprenant une Centrale hydroélectrique et une usine à panneaux.

La centrale hydroélectrique d'une puissance de 900 CV sous 6.300 V fournira du courant bon marché à l'Usine. Elle est alimentée en eau grâce à un barrage de 1.000.000 m³ qui débite 425 l/sec en moyenne. Mais comme son fonctionnement ne s'étend que sur 10 mois dans l'année à cause du manque d'eau pendant la saison sèche, un moteur électrique sera mis en marche pour assurer la continuité du travail dans l'Usine. Celle-ci utilisera non seulement le bois de quinquina écorcé mais aussi le résidu de bois provenant des Scieries de Sérédou et de N'Zérékoré, et les agrumes de toutes les essences de l'exploitation forestière.

Nous allons nous entretenir sans tarder avec M. Mamadou Diallo, le responsable du complexe industriel :

— M. DIALLO, la construction de l'usine à panneaux n'est pas encore achevée ; d'après votre programme de travail, quel est le temps nécessaire à l'exécution complète du projet ?

— Comme vous le savez, la première brique fut posée le 6 février 1966 et le montage de la charpente métallique ne fut achevée que vers le 20 avril de la même année. Aussi vous pourrez mesurer sans peine les efforts considérables et la ténacité grâce auxquels nous réalisons le transport et le montage d'un matériel lourd et encombrant.

Nous espérons terminer les travaux de montage au bout de trois mois, à partir bien entendu de la date d'arrivée des monteurs étrangers. Ensuite commenceront les essais de technologie de fabrication dont la durée pourra atteindre 3 mois. Nous souhaiterions vivement que les autorités supérieures pressent l'arrivée des monteurs dont dépendent la mise en route et l'inauguration de l'Usine lors des prochaines fêtes nationales 1966.

Question : Voudriez-vous dire aux lecteurs de « HOROYA » le système de fabrication des panneaux ?

Réponse : Le panneau est un matériau en feuilles, fabriqué à partir de petits fragments de bois ou d'autres substances lignocellulosiques (copeau, éclats, brins...) agglomérées à l'aide d'un liant organique par l'action d'un ou de plusieurs des agents suivants : chaleur, pression, catalyse, etc...

Le système de fabrication du panneau consiste donc à coller les particules de bois ensemble. Suivant la pression exercée on obtient différentes densités. L'é-

paisseur des panneaux est obtenue grâce à des règles métalliques que l'on dispose entre les plateaux de la presse.

Question : Comment entendez-vous former les cadres techniques qui doivent suppléer sinon remplacer les experts étrangers à leur départ ?

Réponse : Parallèlement aux travaux de montage, un cours théorique de mécanique et de technologie de panneau est donné à nos mécaniciens parmi lesquels nous retiendrons tous ceux ayant participé à toutes les phases d'installation des machines. Nous sommes ainsi assurés de former sur place, un personnel capable d'accomplir avec efficacité toutes les tâches de l'Usine.

Question : Enfin pourriez-vous nous parler brièvement de l'importance de l'Usine ?

Réponse : On estime que l'usine est d'une capacité normale de 40 tonnes par 24 heures, pour une dimension de panneau de

De notre reporter T. M. Bah

1,22 m X 3,05 m, une épaisseur de 19mm et une densité 620Kg m³. Les épaisseurs possibles des panneaux sont de 8 à 26 mm avec des densités variant de 500 à 650 Kg/m³. La production annuelle peut être évaluée à 10.000 tonnes soit environ 15.000 m³ ou 780.000 m² de panneaux finis. L'importance économique de cette réalisation saute aux yeux lorsqu'on sait mesurer l'étendue des débouchés de cette industrie qui s'impose pour de multiples utilisations : meubles, armoires rayonnages, placards, panneaux décoratifs, cloisons, portes, sous-planchers, plafonds, etc...

C'est avec une reconnaissance mêlée de fierté que nous rendons hommage au Parti et au Gouvernement pour avoir eu l'heureuse initiative de la réalisation du complexe industriel de Sérédou.

SYLI CINEMA

PROGRAMME

Lundi 16 mai en matinée à 17 h. Une reprise de classe avec Natalia OUVZI dans L'ARC-EN-CIEL.

En soirée à 21 h. Gerard Blan Jean Claude Brialy dans : LE BEAU SERGE.

Mardi 17 mai en matinée à 17 h. Le Chef d'œuvre d'Axel Munshe L'ODYSSEE du Dr MUNTHE avec O. W. Fischer. En soirée à 21 h. LE BEAU SERGE.

Mercredi 18 mai en matinée à 17 h. « QUAND LES ARBRES ETAIENT GRANDS ».

En soirée à 21 h. Gerad Philippe dans un film de René Clement Mr RI POIS.

Jeudi 19 mai en matinée à 17 h. Pour la première fois sur

un écran guinéen LES 7 NURSES. En soirée à 21 h. Mr RI POIS.

Vendredi 20 mai en matinée à 17 h. et en soirée à 21 h. George Mestral, Ivonne de Carlo dans un grand film en cinémascope et en couleurs.

Samedi 21 mai en matinée à 17 h. SOMBRERO.

En soirée à 21 h. Un bon film en couleurs à ne pas manquer. « LE GRAND GUERRIER ALBANAIS ».

Dimanche 22 mai en matinée à 17 h. Grands et petits, ne manquer pas ce film : TCHANG-KA, l'enfant soldat.

En soirée à 21 h. LE GRAND GUERRIER ALBANAIS.

Nouvelles brèves

Le Dahomey, représenté par le Dr. Badarou Daouda, ministre de la Santé publique, a été élu jeudi membre du comité exécutif de l'Organisation Mondiale de la Santé, en même temps que le Nigéria.

Par ailleurs l'Assemblée plénière de l'O.M.S. a adopté jeudi sans débat, le rapport de la commission budgétaire de l'organisation sur le budget 1967.

Sur les 98 pays représentés, 69 ont voté pour l'adoption du rapport et 29 contre.

Deux professeurs est-europé-

ens se sont vu décerner en commun le prix de la fondation Darling par l'Organisation Mondiale de la Santé pour leurs réalisations dans le domaine de la lutte contre la malaria.

Le prix a été jeudi au professeur Mihai Ciuca, roumain de 83 ans, et au professeur Sergeyc sovietique par M. Arnold Sauter, président de l'O.M.S.

La fondation a été créée en souvenir du Dr. Samuel Arlit tué dans un accident de la route au Liban en 1925 alors qu'il se trouvait en mission d'étude sur la malaria pour le compte de la Société des Nations.

Les négociations anglo-rhodésiennes

Nouveau complot contre le peuple africain du Zimbabwe

Non content de faire du tapage à propos de son « embargo pétrolier » contre le régime Smith, le gouvernement britannique a théâtralement envoyé des vaisseaux de guerre intercepter des pétroliers étrangers au large des ports du Mozambique. Mais en secret, il a agi en collusion avec ses alliés pour fournir du pétrole à la Rhodésie à travers l'Afrique du Sud et avec l'aide des autorités portugaises du Mozambique. Le « Daily Mail » sud-africain a révélé récemment que le transport de pétrole en Rhodésie via l'Afrique du sud atteignait quotidiennement 160.000 gallons (la consommation quotidienne normale de la Rhodésie est de 83.000 gallons).

La Grande Bretagne a déclaré le « boycottage » du tabac, principal produit d'exportation de la Rhodésie. Mais, selon les chiffres publiés récemment par la commission économique du Commonwealth, les importations de tabac rhodésien en Grande Bretagne au cours des deux premiers mois de cette année ont plus que doublé par rapport à la même période de l'année dernière. Ces importations ont été évaluées à 15 millions 200 mille livres sterling.

De plus, le gouvernement britannique a accordé une aide financière au régime Smith à travers les dus et taxes versés par les sociétés britanniques établies en Rhodésie du sud.

Tout cela apporte un démenti aux « sanctions » montées en épingle par le gouvernement britannique. Aussi celui-ci a-t-il renoncé à son camouflage et, malgré sa promesse de tenir bon face au régime Smith et de ne pas passer de compromis avec lui, il a ouvertement et de sa propre initiative entamé le 9 mai à Londres des négociations avec ce régime en vue de comploter de nouvelles manoeuvres.

Par ailleurs, les néo-colonialistes qui avaient investi 600 millions de dollars en Rhodésie, tentent d'y gagner encore du terrain par l'intermédiaire des Nations Unies afin de supplanter les anciens colonialistes britanniques.

Malgré toutes leurs sanctions et leurs menaces de façade, les impérialistes poursuivent une politique insidieuse de soutien et de protection au régime rhodésien Smith. C'est là un fait évident qui a été prouvé au cours des six mois qui se sont écoulés depuis que le régime colonial de Smith a illégalement proclamé « l'indépendance ».

Les gouvernements britannique et ses alliés pensent que, par leur duplicité, ils peuvent entraver la lutte du peuple du Zimbabwe pour l'indépendance

authentique et éteindre la volonté de combat des Africains. Mais les faits ont prouvé exactement le contraire. leurs manoeuvres n'ont servi qu'à susciter des sentiments anti-impérialistes encore plus vigoureux parmi les Africains, à élever leur conscience politique et à renforcer leur détermination de mener jusqu'au bout leur lutte contre l'impérialisme et le colonialisme.

Peu après que, le 11 novembre dernier, le régime Smith eût illégalement proclamé « l'indépendance », le gouvernement travailliste annonçait hypocritement sa décision d'exercer des « sanctions économiques » contre lui. Lors de la conférence des premiers ministres du Commonwealth qui a eu lieu à Lagos en janvier dernier, le premier ministre britannique Harold Wilson a cherché à tromper l'opinion publique africaine en déclarant que les sanctions économiques et financières « pourraient bien amener la fin de la rébellion (entendez : l'illégalité proclamée d'indépendance de Smith) en l'affaire de quelques semaines plutôt que de quelques mois ».

Sous la protection de la Grande Bretagne le régime Smith reprimait à plaisir la résistance du peuple du Zimbabwe et massacrait les Africains. Beaucoup de patriotes Africains ont été jetés en prison à la suite des arrestations massives qui ont eu lieu à travers tout le pays. Afin de mieux réprimer le peuple africain, le régime colonial de Smith a déjà deux fois cette année prolongé l'« état d'urgence ».

Néanmoins, la contre offensive lancée ces six derniers mois par les impérialistes en collusion avec le régime colonial de Smith n'est pas parvenue à intimider le peuple éveillé du Zimbabwe. Leurs ruses trompeuses n'ont pas davantage réussi à amener les peuples du Zimbabwe et d'autres pays africains à abandonner la lutte.

Après qu'Ian Smith eût illégalement proclamé l'« indépendance », le peuple du Zimbabwe a fait des grèves et des manifestations à travers tout le pays et il s'est dressé contre les colonialistes en vue de renverser le régime colonial de Smith et de reconquérir l'indépendance authentique.

Les patriotes du Zimbabwe ont récemment pris les armes et déclenché la guérilla dans la région de Sinoia ; c'est là un nouveau signe de l'éveil du peuple du Zimbabwe.

L'Union Nationale Africaine du Zimbabwe a annoncé dans une déclaration publiée fin avril que le peuple du Zimbabwe poursuivrait sa guerre de libération jusqu'à ce que le régime colonial soit complètement balayé.

HOROYA

TRAVAIL - JUSTICE - SOLIDARITE

Organe
Quotidien
du
Parti
Démocratique
de Guinée

COMPTE CHEQUES POSTAUX 6975
BANQUE REPUBLIQUE DE GUINEE
3-34-32

Les travailleurs de Kankan étaient tous au rendez-vous



Sur notre photo : le défilé des travailleurs de Kankan. Ils portent des branches de palmier.

Sports sports sports

Après le quart de finale de la Coupe P.D.G.
Une grande saison, deux grandes
équipes, un grand match

Nous voilà arrivés aux phases finales de la coupe P.D.G. de football. De ces multiples rencontres à travers toutes les fédérations, celle jouée sur le stade du 28 septembre le 8 mai 1966 restera un événement important, du moins pour les publics de la capitale.

Ce derby opposait les meilleures équipes de nos fédérations : Conakry I et Conakry II qui sur la foi de leur palmarès, nous on offert un match attrayant, émouvant, riche en événements.

Les joueurs des deux formations ont prouvé au cours de leur longue marche vers ce quart de finale, qu'ils faisaient

partie de l'élite du football guinéen.

En effet, la victoire a souri à l'équipe qui a su le mieux conserver son sang froid et qui a su le mieux garder assez de calme pour développer un football constructif et collectif.

Le mérite de Conakry II aura été d'avoir obligé Conakry I à un plus grand effort et de l'avoir empêché de faire seul cavalier dans cette épreuve comme à l'accoutumée.

Ce match, l'un des meilleurs de cette saison, pas de grande classe peut-être, mais attachant surtout émouvant aura prouvé que

notre pays recèle de grandes valeurs.

Dans la formation de Conakry I, toute l'équipe est à féliciter, avec mention spéciale à Soumah Blinky, Dia Aly, Nanus et Josy. L'arrière central Sankhon est certainement le meilleur joueur guinéen actuel à ce poste. Nul doute que les sélectionneurs penseront à lui pour les rencontres internationales à venir.

Que dire de la défaite de Conakry II, sinon que ses deux grandes vedettes, Chérif Souleymane et Maxim, s'éteignirent complètement après quelques flambées au début du match. La contre performance de ces deux éléments pesa lourd sur l'ensemble de l'équipe. Et comme toutes les actions sont accentuées sur ces deux joueurs qui se montrèrent individualistes, alors...

Néanmoins, nous faisons confiance aux équipes de Conakry I et Conakry II, deux grandes formations qui font honneur au football guinéen.

Pathé Diallo.



Keita Ibrahima (à gauche) qu'on voit ici aux prises avec Re-metter lors du match Conakry I - Conakry II

Pour un monde libéré du colonialisme

Après le grand essor au cours de la période allant de 1960-1962, le processus de décolonisation a commencé à ralentir au cours des quelques dernières années. Pour cette raison, le problème colonial est de nouveau au centre de l'attention de l'opinion publique mondiale, en particulier depuis le moment où a commencé la 20ème session des Nations-Unies. On attend de la session de l'Assemblée générale de faire un pas plus radical dans le sens de la mise en œuvre des décisions et des conclusions de l'organisation mondiale. Il s'agit, en premier lieu, de la déclaration sur la liquidation des rapports coloniaux, qui a été adoptée à la 15ème session, en automne 1960.

La mise en application de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, s'est heurtée au cours de cette période à des empêchements et à la résistance de la part de certaines puissances coloniales. En même temps, le phénomène colonial a revêtu au cours de cette période certaines qualités nouvelles. Il a, dans une certaine mesure, évolué en un problème de la politique mondiale plus aigu et plus complexe

qu'il ne l'était dans l'ère de son « développement ». A cet égard, un phénomène particulièrement intéressant est le néo-colonialisme.

Le néo-colonialisme se manifeste sous deux formes. D'une part, les Etats industrialisés remplacent l'ancien système de la domination directe sur les possessions coloniales par la méthode de la pression économique indirecte ou de chantage. Ils posent des conditions lorsqu'ils accordent des crédits, demandent un traitement privilégié pour leurs capitaux privés, dictent les prix des produits sur les produits des pays en voie de développement, ils emploient des méthodes de discrimination commerciale, le tout dans le but de tirer des pays nouvellement accédés à l'indépendance de très grands profits et de les retenir comme leur annexe pour fournir les matières premières.

D'autre part, les pays coloniaux aussi bien que certaines puissances impérialistes qui n'ont jamais eu de colonies classiques, s'efforcent pour que certains territoires dépendants afin de s'en servir de bases de la propagation de leur influence sur les pays en voie de développement.

C'est pour cette raison que le problème colonial, dont l'aspect

principal consistait auparavant dans la conquête de l'indépendance, se pose maintenant sous une forme élargie et plus compliquée. La lutte ne se limite pas seulement à l'accession à l'indépendance et à l'évacuation des colonisateurs, mais là où l'indépendance a été réalisée, la lutte se poursuit contre les nouvelles formes du colonialisme, politique et économique. La grande tâche se pose d'éliminer les conséquences politiques, économiques et sociales du colonialisme, au moyen de ses propres efforts nationaux et par le développement de la collaboration internationale.

Considéré sous un aspect aussi complexe, le problème colonial déborde les frontières régionales. Il est un problème universel. Non seulement parce qu'il est répandu dans de nombreuses parties du monde et parce qu'il a laissé des conséquences sur des continents entiers, mais aussi parce qu'il est le problème des peuples qui constituent la majeure partie de la communauté internationale. C'est une grande et nombreuse armée de peuples en voie de développement, qui, dans le monde contemporain, a commencé à jouer un rôle remarquable dans la politique internationale. Leurs problèmes et leurs rapports mutuels influencent dans une grande mesure aussi la politique générale des Nations-Unies.

Tanjung

(A suivre)

L'alphabétisation en Afrique

Planifier les campagnes

et former des responsables

Deux réunions s'inscrivant dans le cadre de l'action entreprise par l'Unesco pour lutter contre l'analphabétisme dans le monde sont en cours simultanément.

Un «Stage d'étude international sur l'alphabétisation», organisé par l'Unesco et l'Union Soviétique, réunit, à Tachkent, une trentaine d'éducateurs venus de 20 pays d'Afrique, chargés de la planification et de l'organisation de programmes d'alphabétisation. Enseignants, responsables de l'éducation des adultes ou inspecteurs de l'enseignement - ils y étudieront jusqu'au 25 mai les méthodes utilisées dans le passé par l'Union soviétique pour combattre l'analphabétisme.

Un exposé général sur les problèmes relatifs à la planification, au financement et à l'organisation des campagnes d'alphabétisation y sera fait.

On se penchera également avec une attention particulière sur l'utilisation des moyens d'information et sur celle des auxiliaires audio-visuels à atteindre les publics les plus larges.

La seconde réunion est un «Cours sur la planification et l'administration des programmes d'alphabétisation», organisé à Dakar.

Le cours durera jusqu'au 14 juin, où vingt délégués de quatorze pays africains y étudieront des problèmes tels que la planification de l'éducation dans le cadre des plans nationaux, économiques et sociaux, le financement de campagnes d'alphabétisation, le rôle imparté aux maîtres dans ces campagnes, et l'assistance fournie par les organismes bilatéraux multilatéraux ou internationaux.

Notre pays y est représenté par le Directeur de l'Alphabétisation.

La délégation guinéenne en Tanzanie

La mission guinéenne d'amitié conduite par le Président de l'Assemblée nationale M. Léon Maka a quitté Dar es-Salam après une visite de cinq jours en Tanzanie.

Elle a été saluée à son départ, à l'aéroport, par le président de l'Assemblée Nationale de la Tanzanie, M. Adam Sapi Mkwawa.

Durant son séjour ici, la délégation a été reçue par le Président Nyeréré. Le second président Tanzanien Kawawa a donné une réception en l'honneur de la délégation.

Afrique du Sud

Une vague de protestations a été enregistrée jeudi notamment dans les universités angophones de Johannesburg contre les restrictions imposées à M. Ian Robertson, 21 ans, président de l'union nationale des étudiants Sud africains, opposée à la politique boteuse du gouvernement Ver word.

Défilés, marches et réunions de protestation ont été organisés dans plusieurs de ces universités et d'autres sont prévues pendant la fin de la semaine.

On note la participation des hommes politiques de l'opposition à ces manifestations.